

Initiatives ministérielles

ploi. Elles auront ainsi l'occasion d'utiliser les fonds fédéraux et provinciaux pour répondre aux besoins qu'elles constatent au niveau local. Grâce à une planification et à des mesures vraiment convenues au niveau local, les fonds seront dépensés là où ils ont le plus de chance de produire des résultats.

Un autre projet conjoint, Objectif Emploi Ontario, créera environ une douzaine de centres de ressources dans la province à titre expérimental. Les 25 millions de dollars que le gouvernement fédéral versera cette année correspondront à la contribution de l'Ontario. Ces centres de ressources aideront des assistés sociaux à acquérir une formation et à trouver un emploi. Ils feront d'une pierre deux coups en leur offrant des programmes de formation et d'emploi en vue de travailler aux divers paliers de gouvernement et pour différents organismes communautaires. Ces centres aideront vraiment les personnes qui peuvent travailler et veulent le faire. Par le truchement des services d'orientation et d'information sur le marché du travail, de même que des listes d'emplois des centres d'emplois du Canada, ces personnes pourront acquérir l'autonomie dont elles ont besoin pour cesser de dépendre de l'aide sociale.

Grâce à la collaboration, les idées qui ont donné lieu à la réforme de la sécurité sociale sont en train de devenir une réalité en Ontario. Cependant, nous ne pouvons pas nous arrêter là. Dans le passé, des générations de Canadiens ont relevé le défi de bâtir une société qui se soucie d'autrui, qui soit charitable envers les personnes défavorisées et qui aide les personnes dans le besoin. Chaque génération, à son tour, doit relever ce défi.

• (1345)

C'est maintenant à nous de le faire, et je parle ici de tous les députés. C'est maintenant à nous de bâtir un système qui fonctionne bien, à l'aube de ce nouveau siècle. Nous devrions relever ce défi avec confiance. Nous savons que nous réussirons à le relever, parce que nos perspectives d'avenir, en tant que pays, sont très bonnes.

Le gouvernement fédéral adopte actuellement un programme complet pour assurer la croissance économique du Canada et la création d'emplois pour les Canadiens. La réforme de la sécurité sociale doit faire partie intégrante de ce programme. Comme je l'ai souligné la semaine dernière lors d'une assemblée publique, les Canadiens veulent un meilleur système et en faisant front commun, nous pourrions nous doter d'un tel système.

M. Ken Epp (Elk Island, Réf.): Monsieur le Président, notre dette augmente à un rythme effréné depuis l'arrivée du gouvernement au pouvoir. J'admets qu'une partie de cette dette provient du fait qu'on honore les obligations prises par le gouvernement précédent. Il est fort probable, quoique nous ignorions le chiffre exact, que nous soyons maintenant endettés de 40 milliards de dollars supplémentaires.

J'ai une question à poser au sujet de la rapidité du processus. Il a fallu attendre un an avant d'obtenir enfin un document de travail dont nous sommes maintenant censés parler. Or, les Canadiens en parlaient déjà avant les dernières élections. J'aurais donc voulu voir en place un bon système d'analyse des coûts, assorti de diverses options sur les différents programmes, pour que nous puissions commencer à faire des choix et effectuer les

réductions nécessaires, afin d'éviter de nous enliser au point de ne plus pouvoir nous en sortir.

Je voudrais que le député fasse des observations sur la rapidité et l'urgence du débat qui se poursuit.

M. Flis: Monsieur le Président, je suis ravi de cette question, car beaucoup d'électeurs me posent la même: Pourquoi prenez-vous tellement de temps? Pourquoi ne pas agir dès demain?

Si on désire un vrai processus de consultation, si on veut réellement et honnêtement recueillir les opinions de la population canadienne, ce processus sera plus lent. De plus, en écoutant les Canadiens, il faut déterminer quels programmes sont les plus prioritaires ou les moins prioritaires. Ensuite, le gouvernement, de concert avec tous les partis d'opposition, doit décider quels programmes il doit continuer de financer et ceux qu'il peut supprimer, puis déterminer la quantité de ressources en personnel de la fonction publique et de ressources financières dont il aura besoin pour appliquer ces programmes.

On donne une fausse idée à la population lorsqu'on se plaint de ne pas avancer assez rapidement. Nous avançons très rapidement si nous tenons compte des opinions que le ministre, le secrétaire parlementaire et les députés des trois partis recueillent au cours des réunions publiques. À mon avis, nous avançons très rapidement.

M. Chuck Strahl (Fraser Valley-Est, Réf.): Monsieur le Président, je voudrais formuler une autre observation et poser une autre question pour m'enquérir de la motivation qui pousse le député à souscrire à l'examen de notre politique sociale.

Dans ses observations préliminaires, il a dit que cet examen s'imposait parce que les programmes ne servent plus les Canadiens comme il se doit. Ils ne sont pas efficaces. D'autres diraient qu'il y a un motif d'ordre financier derrière tout ça. La question est à l'ordre du jour parce que nous devons faire quelque chose, vu que nous n'avons plus d'argent pour payer.

Qu'en pense le député? Est-ce parce que nous devons faire quelque chose, sans quoi nous nous dirigeons tout droit vers le précipice, comme un député l'a dit plus tôt aujourd'hui, ou bien est-ce simplement parce que les programmes ne sont pas efficaces? Je me demande où se situe la priorité.

M. Flis: Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à assainir les finances. Et quand je dis «nous», je veux dire «tout le monde». Assainir les finances, c'est aussi examiner nos programmes et voir quels sont ceux qui sont à notre portée.

Nous dépensons 38 milliards de dollars en programmes et services, mais bien davantage encore pour payer l'intérêt sur la dette publique. Je sais qu'on s'entend là-dessus. Nous voyons les choses du même oeil. Il nous faudra réduire le déficit annuel, faire baisser la dette publique, mais pas séparément. À mon avis, il faut s'attaquer simultanément aux deux.

• (1350)

Si je comprends bien, le Parti réformiste voudrait réduire le déficit annuel au cours d'une année et effacer la dette publique en un an ou deux. Si nous agissions de la sorte, nous mettrions tellement de monde au chômage que nous ruinerions le pays parce que ce sont les emplois qui génèrent les ressources et les fonds dont nous avons besoin pour continuer.